

CONSTRUCTIONS ILLICITES

Arrêt des démolitions systématiques

Le ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza, a dérogé hier à la ponctualité dont il a fait preuve jusque-là, accusant un retard d'une heure par rapport à l'horaire convenu du rendez-vous avec la presse.

Le briefing, hier, a associé le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Nouredine Moussa, qui a, entre autres, fourni un aperçu d'un avant-projet de loi portant sur l'achèvement des bâtisses en construction. Le ministre a informé de la fin des démolitions systématiques des constructions illicites.

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Le recours aux démolitions systématiques des constructions illicites ne sera plus de mise.

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, dont le département a élaboré un

avant-projet de loi, a évoqué des possibilités de régularisation au cas par cas.

Cette nouvelle approche dans la gestion du bâti national, notamment privé, a intégré un schéma d'en-

semble qui voudrait que les propriétaires de constructions inachevées disposent d'un délai de 5 ans pour lever le chantier.

Le ministre a également exposé un avant-projet de décret relatif au logement social.

Deux principales dispositions viendraient assouplir l'accès à ce type de logement. La première a trait au revenu, plafonné désormais à 24 000 dinars au lieu de 12 000 DA. La seconde intéresse le profil du postulant.

Ce dernier devra justifier d'une résidence d'au minimum 5 années au niveau de la commune où il dépose sa demande. Nouredine Moussa a aussi fait savoir que 40 % des logements qui seront



Photo : Samir Sid

Des possibilités de régularisation au cas par cas.

livrés iront pour les moins de 40 ans. Il a, en outre, rassuré les souscripteurs à la formule vente-location auprès de l'AADL. L'agence, a-t-il informé, est en train de construire 55 000 logements, dont 25 400 pour la capitale. Ces logements seront livrés, même s'il se pourrait

que cela soit avec un léger retard. Le ministre avoue que la demande en logement est exorbitante. Elle est de l'ordre de 183 000 logements pour la seule wilaya d'Alger.

Le Conseil de gouvernement a entendu par ailleurs le ministre du Tourisme exposer le plan directeur

pour le secteur à l'horizon 2025. L'objectif de ce plan est de faire du tourisme une source alternative de revenus. D'ici 2025, si le plan connaît une traduction concrète, le tourisme devra représenter 3% du PIB, contre un taux d'environ 1% aujourd'hui.

S. A. I.

«On s'est éveillé à l'attentat de Thénia»

Le ministre de la Communication a informé que les forces de sécurité se sont éveillées lors de l'attentat kamikaze juste avant l'explosion et ont vite riposté. Il a souligné aussi qu'un plan de relogement des familles, au nombre de 20, dont les maisons ont été endommagées par la déflagration est mis en place.

Interrogé sur l'identité de l'auteur de l'attentat, Boukerzaza a indiqué que «à ce stade de l'enquête, on ne peut pas affirmer si c'était une femme ou un homme».

S. A. I.

AU CONTACT DE L'AMIANTE BLEU DURANT 30 ANNÉES

Les ex-travailleurs de l'usine de Meftah demandent une indemnité

Ils ont été durant 30 années au contact de l'amiante bleu. Ils ont vu leurs collègues mourir à petit feu. Eux, ce sont les ex-travailleurs de l'usine d'amiante de Meftah, filiale SPDC du groupe ERCC affiliés à l'association «Attention amiante» créée par les travailleurs.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Dans une lettre ouverte, ils demandent aux pouvoirs publics le versement d'une indemnité. «Les directives du ministre de l'Environnement et du développement durable, en 2005, relatives à la gravité de l'amiante qui est cancérigène et mortel, ont inquiété les travailleurs, surtout les anciens ayant travaillé au contact de l'amiante bleu. Tous se souviennent encore des décès de leurs collègues par le cancer d'asbestose après une longue souffrance. A ce moment-là les travailleurs ont commencé à s'inquiéter, surtout nous les anciens qui avions travaillé au contact de l'amiante bleu.

Une fibre reconnue mondialement comme la plus dangereuse et la plus nocive pour l'être humain», écrivent ces ex-travailleurs

de l'usine de Meftah dans leur lettre adressée aux instances compétentes.

Et d'ajouter : «Après les déclarations du ministre, les travailleurs ont commencé à quitter l'usine avec une indemnité de départ de 12 mois et une minable retraite proportionnelle et ce, après avoir exercé depuis le démarrage de l'usine en 1976.

Soit après 25 ou 30 années de service au contact direct avec les fibres d'amiante. D'ailleurs la grande majorité de ceux partis en retraite proportionnelle travaillait dans la fabrication.» A leur grand soulagement, ces travailleurs ont appris qu'une décision finale a été prise et que l'usine allait enfin fermer ses portes le mois de février ou mars prochains. En reconnaissant le risque mortel et nuisible de l'amiante, l'entreprise octroiera une indemnité de



Photo : DR.

L'usine va enfin fermer ses portes.

départ de 70 mois pour certains et selon le nombre d'années pour les autres.

«Mais ceux qui sont sortis avant et ce, malgré les 25 et 30 années passées dans le service fabrication au contact des fibres d'amiante, ne bénéficient pas de cette indemnité. Nous nous sentons trahis», ont-ils relevé.

Pour eux, par cette démarche, l'entreprise a fait bénéficier les derniers recrutés ayant passé

quelques années seulement et délaissé les anciens ayant péri et risqué leur vie. Devant cette «lamentable» et «sombre» situation, ils espèrent que les instances compétentes prendront les décisions nécessaires pour que justice soit faite. Ils demandent que, comme en Europe, tous les travailleurs soient indemnisés de la même manière sans distinction et sans exception.

M. O.

CRIMINALITÉ À ALGER

23 kg de cocaïne saisis en 2007

Les services de police de la wilaya d'Alger ont présenté le bilan des activités de l'année 2007. Pas moins de 38 625 affaires relevant de la police judiciaire ont été enregistrées. Ces affaires ont induit l'arrestation de 9 785 personnes.

Ce total implique aussi bien les crimes, les délits que les infractions. Les affaires déferées auprès de la justice ont donné lieu à 7 695 mandats de dépôt, 6 860 libertés provisoires, 5395 citations directes et 3 040 contrôles judiciaires.

Sur ce total, il a été dénombré 38 homicides et 27 tentatives d'homicide. Les cas d'agressions et coups et blessures volontaires sont au nombre de 5 955. Ce chiffre confirme une baisse de 5 % comparé à 2006.

Du côté des stupéfiants, il a été enregistré une hausse inquiétante de la circulation de la cocaïne. Pas moins de 23,19 kilogrammes de cette substance ont été saisis en 2007 sachant que le bilan de 2006 ne faisait état que de 1,1 gramme saisi.

En outre, 635 kg de cannabis ont été saisis, 181 grammes d'héroïne et 23 013 pilules psychotropes.

Par ailleurs, 629 véhicules ont été volés en 2007, soit un recul de 23,10 %. Le vol de portables a enregistré 2 668 cas et 596 personnes arrêtées.

En 2006, les services de police ont totalisé 3 186 affaires et 783 personnes interpellées pour le même délit.

Pour ce qui est de la sécurité publique, 34 405 permis de conduire ont été retirés en 2007 contre 27 952 en 2006.

Le chiffre des victimes des accidents de la circulation est pour sa part à la baisse. 52 décès dans 1 528 cas d'accidents contre 72 morts sur la route en 2006.

N. M.